

Document

Articles de presse de janvier 2012

Table des matières

France

Economie

- La banque Rothschild vous souhaite ses meilleurs voeux... de surendettement. (15.01)
- Les défaillances d'entreprise sont repartiées à la hausse fin 2011. (18.01)

International

Economie

- Avec la crise, la mafia devient la première banque d'Italie. (12.01)
- Madrid donne son feu vert au commerce non-stop . (12.01)
- Le malheur des banques européennes fait le bonheur des américaines. (20.01)
- Pourquoi l'iPhone n'est pas produit aux Etats-Unis. (25.01)
- Le problème des Européens selon la Banque mondiale: ils travaillent trop peu. (25.01)

Un article du figaro.fr du 11 janvier

Avec la crise, la mafia devient la première banque d'Italie. (12.01)

Avec 65 milliards de liquidités, les mafias représentent parfois la seule possibilité de prêts pour les petits commerçants victimes de la crise. Une aubaine pour le crime organisé.

La mafia ne connaît pas la crise, au contraire, elle en profite. D'après le rapport annuel de l'association italienne SOS Impresa, la mafia a accéléré son développement et représente désormais la première banque du pays avec 65 milliards d'euros de liquidités.

Pour l'association, l'extorsion menée par des groupes criminels est même devenue une «urgence nationale». Profitant de la restriction du crédit par les banques, les organisations mafieuses ont en effet accentué leur pression sur les petits commerçants. Ces derniers cèdent pour contracter des prêts à des taux d'intérêts exorbitants.

«Alors que la crise a miné la confiance des banques, les mafias arrivent avec leurs liquidités, issues d'activités criminelles et sont les seules prêtes à prendre des risques, explique Eric Vernier, spécialiste du blanchiment de capitaux et chercheur associé à l'IRIS. Pour les commerçants et les artisans, elles représentent leur seule possibilité de prêts et l'unique moyen de sauver leur entreprise et les emplois.»

D'après le rapport, 200.000 personnes seraient ainsi victimes d'usuriers. Pour l'Italie, les conséquences sont désastreuses. Selon les estimations de SOS Impresa, les commerçants sont victimes de «1300 crimes chaque jour, soit quasiment 50 par heure, et donc presque un par minute». Sur le versant économique, «l'usure a provoqué la fermeture d'environ 1800 entreprises et la disparition de milliers d'emplois».

Chiffre d'affaires annuel de 140 milliards

Le profil des mafieux a changé, selon SOS Impresa. Fini les gangsters à l'ancienne, place aux banquiers, aux avocats et aux notaires. «C'est de l'extorsion en col blanc. Via leurs métiers, ils connaissent les mécanismes de marché du crédit légal et ils connaissent souvent parfaitement la situation financière de leurs victimes».

La mafia italienne, elle, se porte bien: le chiffre d'affaires annuel issu du crime organisé atteint 140 milliards d'euros, selon SOS Impresa et des profits supérieurs à 100 milliards d'euros. En 2007, les bénéfices étaient inférieurs de 10 milliards.

Pour Eric Vernier, les prêts extorqués ont pris leur essor dans les années 1980-1990, «lorsque que les mafias se sont de plus en plus insérées dans l'économie avec des activités plus financières». La perspective d'une reprise en Italie pourrait-elle inverser la tendance? «Lorsqu'une pratique s'installe, il est difficile d'en sortir, estime-t-il. Je crains que la crise n'ait installé une habitude.»

SOS Impresa appelle pour sa part les victimes à porter plainte. «L'année dernière, nous avons été contactés par plus de 3000 entreprises. Mais les rares entrepreneurs qui se plaignent sont parfois délaissés par la politique, les banques, et même par leurs amis et leur famille.»

Un article du point.fr du 9 janvier

Madrid donne son feu vert au commerce non-stop . (12.01)

Acheter un pantalon, une casserole ou du pain à trois heures du matin, ce sera bientôt possible à Madrid. La région de la capitale espagnole, gouvernée par la très libérale Esperanza Aguirre, prépare une loi pour "dynamiser le commerce", qui devrait être votée début mai. Or le texte a déjà soulevé un vent de contestation parmi les petits commerçants. Après trois années de crise et une récession économique annoncée, ils assurent que cette nouvelle législation signera leur arrêt de mort.

La libéralisation totale permettra aux commerçants d'ouvrir 24 heures sur 24 et 365 jours à l'année. "Avec cette mesure, l'emploi va être boosté. On prévoit la création de 20 500 nouveaux postes de travail", assure Eva Piera, conseillère des finances et de l'économie du gouvernement régional de Madrid. "Faux", réplique la Confédération des entrepreneurs du petit commerce de la communauté de Madrid (Cecoma). "On perdra 20 000 emplois, car, pour chaque poste créé dans une grande surface, c'est quatre autres qui disparaissent dans une boutique de proximité." À cela s'ajoute la baisse chronique des ventes (- 7,1 % en 2011). Même inquiétude partagée au sein de la Fédération régionale des associations de quartier (FRAVM) : "Les petits commerçants ne pourront pas tenir le coup, c'est la fin du commerce de proximité et cela annonce la destruction d'un tissu social dans les quartiers", fulmine Francisco Cano, le responsable.

À Madrid, on compte quelque 70 000 commerces de proximité. Juan Lopez, propriétaire d'une mercerie dans la rue San-Bernardo, au centre de la capitale, annonce la couleur : "Cela fait plus de 35 ans que ma famille tient cette échoppe et je sais que d'ici quelques années on devra la fermer, car je ne peux pas lutter avec une telle concurrence." Comme la grande majorité des petits commerçants, Juan Lopez refuse l'idée de travailler sept jours sur sept et tard dans la nuit. Ce père de famille ne peut pas non plus s'offrir le luxe d'engager des salariés, car les taxes sociales sont trop lourdes. Reste la possibilité d'embaucher au noir, mais les contrôles se sont accrus ces derniers mois pour lutter contre la fraude fiscale.

Autant de soucis que les grandes enseignes et les centres commerciaux ne partagent pas et ils peuvent, dès lors, répondre au besoin de flexibilité des horaires. "Une grande partie de la société a besoin de pouvoir faire ses achats le dimanche, et les jours fériés, et même tard dans la nuit, et nous voulons que cette demande soit prise en compte", défend Javier Millan-Austrayle, sous-directeur des grandes entreprises de la distribution (Anged). L'actuelle norme, déjà une des plus permissives d'Espagne, permet que les commerces ouvrent 22 dimanches et jours fériés par an. Une pétition contre le projet de loi devrait être remise prochainement au pouvoir régional, mais, parmi les petits commerçants, on sait déjà que la bataille est perdue.

Un article de liberation.fr du 6 janvier

L'écart se creuse entre les patrons du CAC 40 et les salariés. (12.01)

Le décalage entre les grands patrons du CAC 40 et les salariés a continué de se creuser depuis cinq ans, avec une hausse de plus d'un tiers des rémunérations des dirigeants alors que les emplois précaires au sein des fleurons de l'économie ont progressé sur fond de chute de 30% des actions. Malgré une crise financière qui couve depuis 2008 et des discours catastrophiques du monde économique, les sociétés françaises et surtout leurs patrons, se portent bien, selon une étude, présentée jeudi par l'agence de communication Euro RSCG C&O, qui a analysé les données financières des sociétés du CAC 40 entre 2006 et 2011.

Ces grandes entreprises, qui représentent les fleurons de l'économie française, ont créé de la richesse sur les dernières années: les marges opérationnelles ont augmenté de 13%, les bénéfices nets de 10% et la création de richesse proprement dite mesurée par le "cashflow" (trésorerie d'exploitation, ndlr), a crû de 22%.

Dans le même temps, l'indice phare de la Bourse parisienne, le CAC 40, a chuté de 30%, les actionnaires ont perdu au passage 18% de leur mise. Pis, plus d'un tiers des emplois dans les entreprises du CAC 40 est devenu "précaire", note l'étude.

Cette création de richesse a permis aux entreprises de se désendetter afin d'être moins dépendantes des banques et a également profité aux dirigeants qui ont vu leur rémunération augmenter de 34% sur cette période. Cette hausse s'est réalisée malgré les nombreux contrôles et garde-fous récemment mis en place pour éviter des hausses de salaires disproportionnés par rapport à la réalité économique, soulignent les auteurs de l'étude.

L'employé et l'actionnaire ont été, en revanche, moins choyés. Les salaires ont progressé de 13% entre 2006 et 2011 et la précarité a augmenté.

L'étude note en effet que si les effectifs ont augmenté de 10%, essentiellement entre 2008 et 2010, c'est dû avant tout à la multiplication des emplois précaires. "Plus d'un tiers des emplois du CAC 40 sont aujourd'hui dits "précaires" (CDD et stages, temps partiels subis, emplois en dessous du niveau de qualification)", soulignent les auteurs de l'étude.

Quant à l'actionnaire il a perdu 18% de sa mise en Bourse entre 2006 et 2011, dans le sillage de la chute de 30% des cours de Bourse. Pourtant, les entreprises ont choisi d'augmenter de 31% la part du "cashflow" alloué à leurs actionnaires en maintenant les dividendes. Mais elles ont aussi procédé à des rachats d'actions, qui ont pénalisé les actionnaires.

Autre bémol, cette création de richesse n'a pas vraiment participé au rayonnement international des fleurons français ces cinq dernières. Ainsi, les grandes opérations de croissance externe se sont nettement ralenties. Seules deux grandes entreprises ont mené des acquisitions importantes, fait remarquer Bénédicte Hautefort, spécialiste des relations investisseurs chez Euro RSCG C&O. Elle cite le groupe pharmaceutique Sanofi qui a racheté l'entreprise de biotechnologies Genzyme et GDF Suez qui a intégré le britannique International Power (IP).

L'étude montre également que l'impôt payé par ces grandes entreprises du CAC 40 a progressé de 21% signe, selon Euro RSCG C&O, que la délocalisation fiscale n'est pas une réalité.

L'agence souligne par ailleurs que les grandes entreprises paient au total moins d'impôt que les PME du fait d'activités majoritairement situées à l'international où se réalise l'essentiel de leur croissance.

intention d'empêcher le juge Trévidic d'instruire *"en toute indépendance"*, et se dit soucieux de préserver les juges *"de toutes pressions"*. Il rappelle que chacun *"doit exercer la plénitude de ses attributions dans le respect des règles éthiques et déontologiques"*, et considère que l'article de Marianne présente *"des amalgames de faits, des contractions de propos épars"* qui *"nourrissent une présentation manichéenne et tendancieuse de la réalité"*.

Ce n'est évidemment pas le sentiment des collègues de M. Trévidic. *"Le premier président a dit que tous les juges d'instruction étaient des caractériels, dit Gilbert Thiel, le seul magistrat qui accepte d'être cité. C'est que les autres doivent être dépourvus de caractère et peut-être d'autres attributs."*

Un article de wikistrike.com du 11 janvier

La banque Rothschild vous souhaite ses meilleurs voeux... de surendettement. (15.01)

Georges Pompidou, Président de la République de 1969 à 1974 et surtout, associé extérieur de la Banque Rothschild, communiqua ses voeux télévisés pour la nouvelle année 1973.

Vous découvrirez dans cette vidéo (disponible sur le site www.wikistrike.com - ndlr) que notre banquier-président se réjouit du grand emprunt qui fera, sans nul doute, le succès économique de ses amis employeurs.

En fouillant dans les documents publics du Sénat, j'ai découvert que cet emprunt à 7% de 50 milliards de francs indexé sur l'or (cela ne s'invente pas...) s'est transformé en véritable cauchemar financier pour les finances publiques durant les 14 années suivantes !

En 1988, cette lumineuse idée provenant du cerveau d'un salarié-banquier (dont le métier est de créer de l'argent avec rien) et Président de la République en CDD (dont le métier est de ne rien créer avec de l'argent) a subi une hausse d'intérêts annuels multipliée par 7 entre 1974 et 1988.

Pour reprendre les termes des sénateurs français en poste en 1987 : "*Les intérêts versés sont passés de 455 millions de francs en 1974 à 3,58 milliards de francs en 1987.*

Alors que l'Etat n'a pas encore commencé à rembourser le capital, le coût cumulé de cet emprunt en intérêts s'élève déjà à 34,05 milliards de francs et, en janvier 1988, l'Etat devra honorer, une seule fois, une échéance de plus de 50 milliards de francs."

Un gouffre !

J'imagine ce que devaient se dire les sénateurs : "*Oups, je crois que tonton Pompon nous l'a bien mis dans l'os... Comment va-t-on pouvoir faire pour payer tout ça sans toucher aux avantages sociaux ou des hausses d'impôts ?*"

Nous apprécions également cette phrase :

"Comme l'ensemble des emprunts d'État arrivant à échéance, l'emprunt 7 p. 100 1973 devra être financé par des emprunts nouveaux".

Devinez comment le Ministère de l'Économie a choisi de financer le capital de ce grand emprunt toxique arrivant à échéance ?...

Réponse : En rachetant la dette par de nouvelles dettes, fastoche !

Comme quoi, les actifs toxiques ne datent pas d'hier mes chers lecteurs !

La dette publique a la particularité d'être une arme de destruction massive à retardement particulièrement efficace lorsqu'elle se fait refinancer par de nouvelles dettes. Le piège se pose facilement puisque tout le monde apprécie ses bienfaits immédiats, puis il se referme lentement année après année autour du coup des contribuables... jusqu'à étouffer leurs proies...

Mais, Monsieur le Juge, ça sent l'escroquerie à grande échelle si je lis cela sur Wikipédia ?

La cavalerie est un processus financier où de nouveaux emprunts servent sans cesse à rembourser les emprunts antérieurs. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le Nième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. La cavalerie est une tentation pour des acteurs économiques au départ honnêtes mais confrontés à des difficultés qu'ils croient passagères. Si c'est bien le cas, ils pourront se tirer d'affaire et tout rembourser – et personne n'aura matière à se plaindre, ni même à s'en douter. Dans le cas contraire, la chute sera retardée mais n'en sera que plus brutale.

Remarquez en bas de la page de Wikipédia dans la rubrique "*Voir aussi*" : "*Chaîne de Ponzï*" et "*Dette Publique*"... Je trouve cela absolument énorme de faire ce rapprochement sur une encyclopédie !

En d'autres termes, notre pays use ouvertement de criminalité financière (cavalerie) depuis presque 40 ans en versant la majorité de nos impôts au profit des intérêts bancaires...

Si vous êtes avocat (avec un gilet pare-balles) et déterminé à faire cesser cette mascarade pour le bien public de nos enfants et petits-enfants, vous savez ce qu'il vous reste à faire...

Pour que Pompon le Président-Banquier vous présente ses voeux, remplacez le terme "1973" par le terme "2012" dans la vidéo...

En ce qui concerne son appartenance aux "*officines*" américaines, je vous laisse commenter...

Coment cela s'appelle-t-il, en toute légalité, il paraît que c'est cela la démocratie : vol, racket, pillage organisé des richesses produites au profit d'une poignée de prédateurs, les banquiers.

Raison de plus pour les exproprier et saisir tous leurs biens et avoirs et les envoyer gratter au bureau, au chantier ou à l'usine.

Un article des echos.fr du 17 janvier

Les défaillances d'entreprise sont reparties à la hausse fin 2011. (18.01)

Près de 60.000 redressements judiciaires, liquidations et procédures de sauvegarde ont été enregistrés en 2011, soit presque autant qu'en 2010, selon le bilan publié ce matin par Altares. Les faillites sont même reparties en légère hausse fin 2011.

Amorcé fin 2009 et amplifié courant 2010, le mouvement de reflux des défaillances d'entreprise aura très nettement ralenti en 2011, au point même de s'interrompre lors du quatrième trimestre. Sur l'ensemble de 2011, le nombre de redressements judiciaires, de liquidations et de procédures de sauvegarde a encore frôlé les 60.000 pour la deuxième année d'affilée, comptabilise Altares dans un bilan rendu public aujourd'hui. Avec 59.614 cas recensés précisément, la baisse n'aura été que de 0,5 % par rapport à 2010. « *Ce sont donc encore 10.000 entreprises de plus qu'avant la crise qui sont contraintes de déposer le bilan* », commente la société spécialisée dans l'information sur les entreprises. Le dernier trimestre a viré au rouge, avec une très légère remontée des faillites (+ 0,5 % par rapport à la même période de 2010).

Comme en 2010, plus des deux tiers des jugements ont été des liquidations judiciaires directes. « *C'est la preuve que les entreprises continuent de se présenter exsangues devant les juges* », analyse Thierry Millon, responsable des études d'Altares. Cela concerne bien sûr les très petites structures : 93 % des entreprises défaillantes sont des microentreprises sans effectif et des petites entreprises de moins de 10 salariés. Mais, « *si les TPE sont les plus nombreuses, les PME sont les plus fragiles* », nuance Altares : en 2011, 409 sociétés de plus de 50 salariés ont déposé leur bilan, soit 10 % de plus qu'en 2010. Les grosses structures (d'au moins 100 salariés) sont particulièrement exposées, avec un bond de 14 % des faillites en 2011 et même de 35 % au quatrième trimestre. La hausse est encore plus forte en retenant le critère du chiffre d'affaires : 157 entreprises dépassant les 15 millions d'euros de chiffre d'affaires ont subi une procédure collective l'an dernier (+ 26 %).

Résultat, si le nombre de défaillances est resté quasi stable en 2011, les entreprises concernées ont représenté 247.000 emplois, soit 3 % de plus qu'en 2010. Parmi les cas les plus frappants, le numéro deux du transporteur routier Mory (3.600 salariés) ou le spécialiste de la réparation d'appareils électroniques Anovo (1.400 postes).

Entreprises à bout de souffle

Lors de la crise 2008-2009, un bond des faillites de grandes PME avait aussi été constaté. « *Mais, contrairement à cette époque, elles ne tombent pas aujourd'hui parce qu'elles font face à une chute brutale d'activité mais parce que la plupart étaient à bout de souffle et en difficulté depuis de nombreux mois, voire plusieurs années* », poursuit Thierry Millon.

C'est d'ailleurs parce qu'il ne voit pas de « *crise côté clients* » qu'il estime que « *la situation n'est pas aussi critique que le quatrième trimestre pourrait le laisser penser* ». Pour 2012, Altares table sur un nombre de défaillances « *proche mais en dessous de 2011* ». D'autant que la baisse des créations d'entreprise (hors autoentrepreneurs) atténuera mécaniquement le nombre de dépôts de bilan.

Un article de l'AFP du 19 janvier

Le malheur des banques européennes fait le bonheur des américaines. (20.01)

Les malheurs des banques européennes, fragilisées par la crise de la dette et obligées de céder des actifs, font le bonheur de leurs rivales américaines, qui y gagnent des parts de marché.

JPMorgan Chase, Citigroup et Goldman Sachs ont toutes annoncé des résultats soit en demi-teinte soit franchement décevants pour le dernier trimestre et l'année 2011. Mais à quelque chose malheur est bon. Les banques européennes, sous pression des marchés et des régulateurs, sont contraintes de céder des actifs pour renforcer leurs capitaux propres, à l'instar des Françaises Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas, ou de l'Espagnole Santander.

C'est l'occasion pour leurs concurrentes d'outre-Atlantique d'acquérir des actifs à bon prix.

Dans un rapport publié le mois dernier, le cabinet Deloitte notait que ces *"opérations de fusions et acquisitions par les banques américaines pourraient accélérer un peu dans le cadre de la crise de la zone euro"*.

"Les banques européennes vendent des positions et n'ont pas le luxe d'attendre un bon prix", remarque Jim Sinegal, analyste de la maison de recherche Morningstar, interrogé par l'AFP.

Jamie Dimon, PDG de JPMorgan, a admis que la première banque américaine en termes d'actifs était intéressée. *"Il n'y a pas de vague de ventes"* a-t-il toutefois noté lors d'une conférence d'analystes.

"Nous commençons à voir des actifs vendus par des organisations en difficulté" en Europe, a souligné mercredi le directeur financier de Goldman Sachs, David Viniar, lors d'une conférence téléphonique.

Alors que les banques européennes réduisent leur activité dans de nombreux domaines et que leur image pâtit des turbulences de la zone euro, leurs rivales de Wall Street peuvent espérer gagner facilement des parts de marché.

"Les banques européennes comptent 40.000 milliards de dollars d'actifs et sont en train de réduire leur périmètre" et les autres banques mondiales *"vont devoir se substituer à elles"*, remarque le directeur général de Citigroup, Vikram Pandit.

Citigroup ne se veut toutefois pas forcément *"acquéreur direct"* d'actifs, mais elle espère générer des revenus en conseillant ses clients qui, eux, se porteraient acquéreurs.

Alors que les banques européennes ont de plus en plus de mal à se procurer des liquidités, leurs homologues américaines bénéficient de rapatriements de fonds vers les Etats-Unis de la part d'investisseurs qui liquident leurs actifs en euros, échaudés par les incertitudes et les risques qui pèsent sur l'économie européenne.

D'après Jim Sinegal, les banques américaines croulent même sous des montagnes d'argent en provenance d'Europe, au point que *"la question, c'est de savoir qu'en faire, alors que la demande de prêts est insuffisante"* aux Etats-Unis.

Les problèmes des banques européennes *"sont une bonne chose en termes de croissance des dépôts pour les américaines, qui peuvent jouer le rôle de refuge"* pour les investisseurs ou les particuliers, remarque Erik Oja, analyste de l'agence de notation Standard and Poor's.

Un article du monde.fr du 23 janvier

Partenariats publics privés : les hôpitaux britanniques n'arrivent pas à payer la facture. (24.01)

C'était censé être la solution qui permettrait au secteur public de faire des investissements à moindre coût et au secteur privé de réaliser des affaires. Lancés pour la première fois en 1992, et accélérés par les gouvernements travaillistes de Tony Blair et Gordon Brown, les partenariats public-privé (PPP) sont très utilisés par les autorités britanniques. Plus de 700 sont en cours au Royaume-Uni, pour des écoles, des hôpitaux, des prisons, des routes...

Vingt ans après, pourtant, le bilan n'est guère brillant. Le remboursement de ces contrats coûte très cher, et leur rentabilité est discutable. En septembre, Andrew Lansley, le ministre de la santé, tirait la sonnette d'alarme : 60 hôpitaux risquaient la faillite financière à cause de remboursements de PFI (public finance initiative, une variante du PPP) trop lourds. Un rapport assassin du comité parlementaire au Trésor le mois précédant dressait les mêmes conclusions catastrophiques. "*Le coût moyen du capital d'un PFI est de 8 %, le double des emprunts de l'Etat*", écrivait-il. En d'autres termes, le financement d'un projet par le secteur privé coûte deux fois plus cher que par le gouvernement.

Les entreprises qui réalisent les travaux amortissent leurs avances avec des factures très salées : le comité estime qu'il faut en moyenne 1,7 milliard d'euros d'argent public pour rembourser 1 milliard d'euros de PFI.

L'un des exemples les plus saisissants concerne l'hôpital Royal London. Depuis décembre 2011, cet établissement de l'est de Londres a commencé à déménager dans ses nouveaux locaux. Six ans après la signature du PFI, les nouveaux bâtiments en verre bleu ouvrent progressivement, apportant un vent de fraîcheur plus que nécessaire à la structure décrépie.

Quand le contrat a été signé en 2006, l'Etat n'a pratiquement pas mis un centime des 1,2 milliard de livres nécessaires (1,4 milliard d'euros, somme qui comprenait aussi un deuxième hôpital à Londres). L'argent est venu d'un consortium de trois entreprises privées, menées par Innisfree, un groupe spécialisé dans les PPP. Mais avec l'ouverture de l'établissement, l'hôpital doit commencer à rembourser, et il n'arrive pas à faire face.

Dans ces conditions, comment expliquer la multiplication des PPP depuis vingt ans ? Cela permet tout simplement au gouvernement de maquiller ses comptes, puisque les contrats public-privé n'apparaissent pas dans les dettes de l'Etat. "*Les PFI permettent d'obtenir quelque chose maintenant et de payer plus tard, accuse Andrew Tyrie, député conservateur et président du comité parlementaire au Trésor. On comprend pourquoi n'importe quel ministre en devient accro. Mais on ne peut pas continuer comme cela, en espérant que la prochaine génération de contribuables paiera l'addition.*"

Conscient du problème, et pouvant politiquement renvoyer la responsabilité sur son prédécesseur, le gouvernement britannique a lancé en novembre une grande révision des contrats de PFI, pour tenter de trouver un modèle moins cher. Mais les caisses de l'Etat étant vides, il n'est pas question pour autant d'abandonner le concept. Le CBI (patronat) le soulignait dans un rapport en août : "*Le Royaume-Uni a sérieusement besoin d'améliorer ses infrastructures (...) et l'investissement devra venir de financements privés.*" Les PPP ne sont pas prêts de disparaître au Royaume-Uni.

Un article d'Atlantico.fr du 24 janvier

Pourquoi l'iPhone n'est pas produit aux Etats-Unis. (25.01)

Apple est la plus célèbre société américaine mais quasiment aucun des ses produits n'est fabriqué aux Etats-Unis, ce qui n'était pas le cas il y a 10 ans.

Avec Steve Jobs à la barre, Apple est sans doute devenue la plus célèbre société américaine mais, paradoxalement, quasiment aucun des ses produits n'est fabriqué aux États-Unis. Alors que jusqu'en 2002, la majorité d'entre eux était "*made in America*"

L'année dernière, l'entreprise a gagné 400 000 dollars par employé, plus que Goldman Sachs, Exxon Mobil ou Google. Mais Apple n'emploie que 43 000 personnes aux Etats-Unis et 20 000 à l'étranger. Ses sous-traitants, eux, emploient 700 000 personnes pour fabriquer et assembler iPad, iPhone et autres produits Apple. Aucun d'entre eux n'est implanté en Amérique du Nord.

Ceci alors même qu'en 2002, l'usine qui fabriquait les ordinateurs iMac, était à Elk Grove (Californie), à deux heures de route du siège social d'Apple à Palo Alto. En 2004, la majorité de la production était partie à l'étranger.

Un détail qui n'a pas échappé à Barack Obama. Lors d'un dîner avec les grands patrons de la Silicon Valley, en février 2011, chacun d'entre eux put poser une question au président. Mais alors que Jobs parlait, Obama l'interrompit : "*Pourquoi ne pas fabriquer les iPhones aux Etats-Unis?*"

La réponse de Steve Jobs fut claire et nette : "*Impossible de relocaliser ces emplois*". Les dirigeants d'Apple n'ont aucun doute à ce sujet. D'après le New York Times, "*non seulement les salaires des employés sont moins chers en Chine qu'aux États-Unis, mais surtout le chapelet d'usines disponibles outre-mer avec la flexibilité, la rapidité et les compétences industrielles des ouvriers étrangers dépassent largement leurs équivalents américains, au point que le Made In America n'est plus une option envisageable pour la majorité des produits Apple*".

La flexibilité a un coût social. Apple demande à ses fournisseurs de ne pas faire travailler leur employés plus de 60 heures par semaine, avec au moins un jour de repos. Mais selon l' Apple Supplier Responsibility 2011 Progress Report, sur 127 sous-traitants audités en 2010, 76 faisaient travailler leurs employés plus de 60 heures par semaine, plus de 50% de l'année.

"*A une époque, les entreprise se sentaient obligées de soutenir les travailleurs américains même si ce n'était pas le meilleur choix financièrement parlant. C'est fini. Le profit et l'efficacité ont remplacé la générosité*" remarque Betsey Stevenson, chief economist au ministère du Travail.

On trouve d'ailleurs une page Facebook (très peu fréquentée) soulignant "*Apple n'est pas fabriqué aux USA, c'est fait en Chine*" .

Certains observateurs soulignent pourtant que le coût de la main d'œuvre est marginal dans un iPhone : s'il était assemblé aux États-Unis, l'iPhone ne coûterait que 65 dollars de plus. Mais Apple estime qu'il n'y a pas assez de main d'œuvre disponible aux USA pour le faire.

Exemple avec les ingénieurs. Il en fallait 8 700 pour surveiller et guider les 200 000 employés concernés par la fabrication des iPhones. Apple estimait qu'il faudrait 9 mois pour trouver un telle quantité d'ingénieurs aux USA, alors qu'en Chine il a suffi de 15 jours.

Bref, Apple n'est pas prêt de coller l'étiquette Made in America sur ses produits.

Un article de l'AFP du 24 janvier

Le problème des Européens selon la Banque mondiale: ils travaillent trop peu. (25.01)

La Banque mondiale a publié mardi une longue étude indiquant que l'un des principaux problèmes économiques des Européens était qu'ils travaillaient trop peu, ce qui leur pose des problèmes de compétitivité.

"Le modèle du travail de l'Europe est marqué par une sécurité sans équivalent pour ceux qui ont un emploi, des prestations relativement généreuses pour ceux qui n'en ont pas, et la facilité à obtenir une retraite", a affirmé l'institution de Washington dans cette étude.

"Ce modèle rend l'Europe non compétitive. Pour le régler le problème, la plupart des pays en Europe doivent augmenter le taux d'activité et rendre plus facile pour les jeunes d'obtenir un emploi", a-t-elle ajouté, dans cette étude intitulée *"Restaurer le lustre du modèle économique européen"*.

"Dans les années 1970, les Français avaient les plus longues heures de travail des pays développés. En 2000, ils travaillaient environ 300 heures de moins par an (un mois et demi) que les Américains", ont avancé les auteurs.

Selon eux, *"la vitesse à laquelle ont baissé les heures travaillées en France, en Italie et en Espagne depuis 1995 suscite des inquiétudes quand on la juxtapose aux gains modestes de productivité du facteur travail ces deux dernières décennies"*.

Les chiffres montrent que les Européens ont eu notamment tendance à entrer sur le marché du travail de plus en plus tard et surtout prendre leur retraite de plus en plus tôt. La Banque mondiale a aussi critiqué la réforme des 35 heures en France, inefficace selon elle pour abaisser le chômage et sources de complications juridiques depuis qu'elle a été amendée.

"L'Europe doit rendre sa population active plus productive et attirer des travailleurs plus productifs de l'étranger" au moment où elle "est en train de vieillir et sa population active de diminuer".

Or aujourd'hui *"les immigrants en Europe sont pour la plupart non qualifiés"*: la moitié environ de ceux de l'Union européenne ne sont allés qu'à l'école primaire.